



Le changement climatique et les politiques agricoles

INTERVENTIONS DES ORGANISATIONS PAYSANNES

OUEST-AFRICAINES

Assemblée Parlementaire Paritaire

Bruxelles – 8 Décembre 2015

- **Contexte**

- Les effets des chocs climatiques successifs (1973, 1984) ont été à l'origine de l'éveil des consciences sur la nécessité d'avoir une nouvelle grille de lecture du concept de la résilience des populations au Sahel et en Afrique de l'Ouest, portée depuis lors par le Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS).
- Cet éveil des consciences a entraîné de la part des exploitations familiales et de leurs organisations, des initiatives collectives en vue de restaurer et préserver les ressources naturelles. Dans cette dynamique, une série de réflexions ont été initiées par les acteurs sur les modalités techniques, politiques et institutionnelles de placer au cœur des orientations et des réflexions stratégiques, la problématique de la vulnérabilité des communautés et des membres des exploitations agricoles qui représentent quelques 65 % de la population active.
- Cette stratégie des acteurs s'est heurtée aux impacts négatifs des politiques de libre-échange, en particulier les Programmes d'Ajustement Structurels (PAS), qui ont affecté les investissements publics et les instruments de régulation des marchés ce qui a profité aux importations de denrées alimentaires.
- Les perturbations climatiques qui s'accroissent depuis plusieurs décennies aggravent la situation de la région et affectent la productivité des systèmes agro-sylvo-pastoraux et halieutiques, hypothèquent la création d'emplois, favorisent la migration et l'insécurité et rendent la vulnérabilité alimentaire quasi structurelle dans l'espace communautaire.

- **Impacts du changement climatique pour les paysans ouest-africains**
 - Baisse des rendements agricoles et de l'élevage
 - Irrégularité des récoltes
 - Multiplication et imprévisibilité des années de mauvaises récoltes
 - Diminution du cheptel
 - Accentuation des conflits entre les acteurs (agriculteurs et éleveurs) concernant l'exploitation des ressources
 - Accélération de la dégradation des ressources naturelles
 - Multiplication des pandémies chez les producteurs et les éleveurs (rougeole, méningite, ...) et dans les troupeaux
 - Augmentation de la pauvreté, notamment des femmes et des jeunes, en milieu rural
 - Renforcement de la migration rurale des jeunes interne et externe

- **Appréciations positives des politiques d'adaptation au changement climatique mises en œuvre en Afrique de l'Ouest**
 - Prise de conscience généralisée des préoccupations liées au changement climatique dans tous les pays et au plan régional

 - Présence de la préoccupation du changement climatique dans les politiques en AO
 - Au plan national :
 - Création des Fonds « climat » dans les pays
 - Mise en œuvre de production d'énergie alternative (bio-digesteurs)
 - Programmes de restauration des sols
 - ...
 - Au plan régional :
 - Création des Fonds « climat » au plan régional
 - Développement de la prévision et de la prospective météorologique et mise à disposition de l'information aux paysans (Agrimet)
 - ...

 - Reconnaissance générale des capacités des EF à s'adapter

 - Opportunités de consultation, voire de concertation, des organisations paysannes dans l'élaboration des politiques

 - Dans certains pays, les organisations paysannes sont aussi impliquées dans la mise en œuvre des politiques (exemple : Initiative 3N au Niger)

 - Développement de la collaboration entre les organisations paysannes et les institutions de recherche

- **Appréciations négatives des politiques d'adaptation au changement climatique mises en œuvre en Afrique de l'Ouest**
 - Insuffisance des moyens affectés aux mesures d'adaptation au changement climatique en regard de la gravité de la situation
 - Dispersion des initiatives des acteurs (associations, des ONG, des Organisations paysannes, des Etats, ...)
 - Insuffisance de l'implication des organisations paysannes dans les canaux de mise en œuvre des politiques d'adaptation
 - Reconnaissance croissante de l'agrobusiness comme étant en mesure d'apporter une réponse aux défis du changement climatique

- **Recommandations aux responsables politiques ouest-africains et européens**
 - Intégrer l'agriculture dans « l'agenda climatique »
 - Mettre l'accent sur le financement de l'agriculture familiale en tant que système de production éprouvé dans les stratégies d'adaptation au changement climatique
 - Renforcer le rôle central des organisations paysannes dans la définition des politiques d'adaptation au changement climatique et leur mise en œuvre
 - Prendre des engagements à la hauteur des enjeux et les respecter : l'accroissement de la résilience des populations aux chocs climatiques se réalisera s'il y a des engagements fermes et ambitieux pour des mesures financières incitatives
 - Miser davantage sur la recherche agricole inclusive et participative pour promouvoir les initiatives et pratiques agro-écologiques, celles-ci permettant de relever les défis de l'adaptation au changement climatique et de la gestion durable des ressources naturelles
 - Développer une volonté politique forte visant à harmoniser les interventions initiées dans le cadre du changement climatique pour une véritable cohérence des diverses actions
 - Aligner et harmoniser les appuis des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) aux stratégies d'adaptation au changement climatique définies au plan régional et national
 - Développer l'éducation environnementale dans l'ensemble de la population et spécifiquement vers les producteurs et les éleveurs
 - Valoriser et renforcer les savoirs et les savoir-faire paysans dans les mesures mise en œuvre

- Créer des Fonds « climat » sur ressources propres des Etats.

- **Inquiétudes des organisations paysannes**
 - Le contenu donné par l'Alliance globale pour l'Agriculture intelligente face au climat (GACSA) ne correspond pas à la compréhension de l' « agriculture intelligente face au climat » telle que pratiquée et prônée par les paysans

 - La compétition de l'agriculture familiale avec l'agrobusiness dans l'attribution des budgets destinés à l'adaptation aux changements climatiques (répartition des Fonds « verts »).

oOo

Organisations signataires

CPF- Confédération paysanne du Faso
CNOP-Coordination nationale des organisations paysannes du Mali
PFPN-Coordination nationale de la Plate-forme paysanne du Niger
PNOPPA- Plate-forme nationale des organisations paysannes et des producteurs agricoles du Bénin
CNCR- Conseil national de concertation et de coopération des ruraux du Sénégal

Avec l'appui de SOS FAIM (Belgique) et du
ROPPA – Réseau des organisations paysannes et de producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest